

L'islam politique : une menace hybride pour l'Europe

Titre original : *Politischer Islam - eine hybride Bedrohung Europas*

Le « djihad civilisationnel » des Frères musulmans

Heiko Heinisch, Nina Scholz, Gustav E. Gustenau

Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 1^{re} édition 2026, 228 p.

ISBN 978-3-7560-4077-3.



POINTS-CLÉS

- L'ouvrage applique au frérisme l'appareil des conflits hybrides (JRC/Giannopoulos 2019, Schmid Bundeswehr, ISGAP).
- L'Europe est diagnostiquée en phase 2 (Préparation-Influence), avec glissements vers la phase 3 (Déstabilisation).
- La France aurait déjà franchi le seuil de la phase 3 dans plusieurs domaines - contrairement à l'Autriche.

Note de lecture rédigée par Florence Bergeaud-Blackler (CNRS/CERIF).

1. Présentation et contexte de l'ouvrage

L'ouvrage co-signé par Heiko Heinisch et Nina Scholz - duo d'historiens et politologues viennois qui travaille depuis une quinzaine d'années sur l'islamisme dans l'espace germanophone - et par Gustav E. Gustenau - haut fonctionnaire autrichien issu du monde de la prospective stratégique et de la défense - relève d'une démarche de convergence disciplinaire peu fréquente : l'étude du mouvement frère-musulman y est réalisée conjointement par l'expertise issue des études sociales sur l'islamisme européen et par les outils de la théorie des conflits hybrides développée au sein des institutions de sécurité européennes (Bundeswehr, JRC, SWP).

L'ouvrage prolonge et élargit l'enquête qu'avaient déjà livrée Scholz et Heinisch dans *Alles für Allah. Wie der politische Islam unsere Gesellschaft verändert* (Vienne, 2019) et s'inscrit dans le sillage des travaux menés à Vienne au sein du Dokumentationsstelle Politischer Islam (DPI).

Le titre lui-même condense la thèse de l'ouvrage : appliquer au mouvement frère-musulman la catégorie de menace hybride (hybride Bedrohung), jusqu'ici principalement mobilisée pour analyser des acteurs étatiques (Russie, Chine, Iran) ou pour des acteurs non-étatiques violents (djihadisme armé). Le sous-titre reprend l'expression interne des cadres du mouvement - Civilization Jihadist Process - issue du fameux Explanatory Memorandum d'Akram Adlouni rédigé en 1991 pour la branche nord-américaine et saisi lors du procès Holy Land Foundation.

2. Architecture et plan de l'ouvrage

Il faut le dire d'emblée : l'architecture de cet ouvrage est singulière, et même déconcertante au premier abord. Le lecteur qui ouvre la table des matières se trouve face à une structure inhabituelle dans la littérature de sciences sociales : treize sections désignées par des lettres (A-M), une partie centrale (le chapitre G) qui

occupe à elle seule plus du tiers du volume et qui répète la même liste de onze domaines d'action numérotés à l'identique - puis un chapitre H qui répète à nouveau cette liste pour deux options alternatives, et enfin un chapitre I qui la répète une troisième fois pour le cas autrichien.

Cette singularité n'est cependant pas un défaut : elle est le mode d'exposition propre à une analyse stratégique matricielle. C'est précisément parce que l'ouvrage adopte la forme d'une matrice (et non d'un récit linéaire) qu'il faut en décoder l'architecture avant d'en aborder le contenu.

Une fois cette clé en main, l'architecture s'éclaire : l'ouvrage se déploie sur treize sections (A-M) qui combinent une partie conceptuelle (A-E), une grille analytique à onze domaines d'action (F), un déploiement longitudinal en cinq phases (G), un scénario alternatif à deux branches (H), une étude de cas appliquée à l'Autriche (I), une cartographie stratégique (J) et trois sections conclusives (K, L, M).

La force de cette architecture réside dans la grille matricielle 5 phases × 11 domaines : pour chaque phase stratégique du mouvement, les auteurs déclinent les onze domaines d'action identifiés. Cela donne au lecteur une matrice systématique - ce qui, notons-le d'emblée, est également la manière dont les documents stratégiques internes des Frères musulmans (le « Projet » de 1982, le Memorandum de 1991) eux-mêmes se pensent et se projettent.

Les onze domaines d'action retenus sont :

(1) Culture, civilisation et idéologie ; (2) Organisation interne ; (3) Population musulmane ; (4) Société dans son ensemble ; (5) Éducation ; (6) État et institutions publiques ; (7) Communication ; (8) Économie ; (9) Coopérations et alliances ; (10) Opposants à l'islamisme ; (11) Moyens de guerre.

Sur le plan méthodologique (chapitre E, p. 43-46), l'ouvrage s'appuie sur la méthode SPHEERE développée par l'EICTP (European Institute for Counter-Terrorism and Conflict Prevention), qui combine gestion stratégique des risques et analyse des conflits. Sa transposition aux acteurs non-étatiques est l'un des gestes méthodologiques les plus novateurs du livre.

Quatre étapes la structurent : analyse du champ stratégique et sélection des onze domaines, formulation d'options d'action possibles dans chaque domaine, regroupement des options en scénarios stratégiques cohérents par boîte morphologique, visualisation via carte stratégique. L'ancrage théorique (Fink/Siebe, Szenario-Management, 2016) renforce l'étude face aux critiques d'essayisme. Cet outillage est aujourd'hui absent du dispositif français équivalent (SGDSN, CIPDR, DGSI) : son adoption permettrait de sortir d'une analyse par événements isolés pour passer à une analyse stratégique systémique.

Schéma de la table des matières

Arborescence des 13 sections (A-M) avec pagination - Édition Nomos 2026

Table des matières — schéma arborescent

Heinisch · Scholz · Gustenau, L'islam politique : une menace hybride pour l'Europe (Nomos, 2026)

Code couleur

Fondations (A-E)

Domaines (F)

Phases stratégiques — cœur de l'ouvrage (G)

Scénario alternatif (H)

Étude de cas Autriche + Carto (I-J)

Evaluation et conclusion (K-M)

Les numéros de page renvoient à la pagination de l'édition Nomos 2026.

Liste des abréviations

p. 9

A. Introduction

Thèse : projet pluri-générationnel - sources al-Banna, Adhuni, Qaradawi

p. 11

B. Le caractère hybride de la menace

Cadre Giannopoulos - Schmid / Lencowski - 4 phases d'escalade

p. 17

C. Les Frères musulmans, acteur central de l'islam politique

Le « tréisme » comme courant idéologique élargi (note B → FBB)

p. 25

D. Les sources

Documents internes des FM

p. 35

E. Méthodologie

analyse stratégique appliquée

p. 43

F. Domaines d'action

Les 11 axes que la matrice du chapitre G croitera avec les 5 phases :

1. Culture / civilisation et idéologie

p. 47

2. Organisation

p. 48

3. Population musulmane

p. 50

4. Société dans son ensemble

p. 51

5. Éducation

p. 52

6. État et institutions publiques

p. 53

7. Communication

p. 54

8. Économie

p. 55

9. Coopérations et alliances

p. 56

10. Opposants à l'islamisme

p. 57

11. Moyens de guerre

p. 58

Ces 11 domaines sont déclinés systématiquement pour chacune des 5 phases du chapitre G, pour les 2 options du chapitre H, et pour le cas autrichien du chapitre I.

G. Les options stratégiques des FM

CŒUR DE L'OUVRAGE — déploiement longitudinal en 5 phases

p. 61

Phase 1 — Préparation / Règlement

Prémisses-interférence (Giannopoulos)

p. 62

1. Jihad civilisationnel : objectifs stratégiques

p. 63

2. Organisation — Concept de peuplement

p. 65

3. Population musulmane

p. 67

4. Société dans son ensemble

p. 68

5. Éducation

p. 68

6. État et institutions publiques

p. 69

7. Communication

p. 69

8-11. Économie - Alliances - Opposants - Moyens de guerre

p. 70-72

Phase 2 — Préparation / Exercice d'influence

Prémisses-influence — phase actuelle de l'Europe

p. 73

1. Jihad civilisationnel : objectifs stratégiques

p. 74

2. Organisation — Concept de peuplement

p. 76

3. Population musulmane / Société

p. 79

4. Éducation

p. 83

5. État et institutions publiques - Communication

p. 90

6. Économie

p. 94

7. Coopérations et alliances

p. 100

8. Adversaires de l'islamisme

p. 106

9-11. Moyens de guerre - etc.

p. 113-124

Phase 3 — Déstabilisation

Déstabilisation (Giannopoulos)

p. 128

1. Jihad civilisationnel

p. 129

2. Organisation — peuplement

p. 131

3. Population musulmane / Société

p. 132

4. Éducation

p. 134

5. État et institutions publiques

p. 136

6. Communication - 7. Économie

p. 140-145

8-11. Alliances - Adversaires - Moyens de guerre

p. 147-151

Phase 4 — Confrontation

Coercition (Giannopoulos)

p. 152

1. Jihad civilisationnel

p. 153

2. Organisation — peuplement

p. 153

3. Population musulmane / Société

p. 155

4. Éducation - 5. État - 6. Communication

p. 156-159

7. Économie - 8. Alliances

p. 160

9-11. Adversaires - Moyens de guerre - etc.

p. 161-162

Phase 5 — Prise du pouvoir

Caillat / contre islamisme mondial

p. 162

1. Jihad civilisationnel

p. 164

2. Organisation — peuplement

p. 164

3. Population musulmane / Société

p. 164

4. Éducation - 5. État - Communication

p. 165-166

6. Économie - 7. Alliances - 8. Adversaires

p. 166-168

9-11. Moyens de guerre - etc.

p. 169-170

Phase 2 = phase actuelle diagnostiquée pour l'Europe

avec glissements ponctuels vers la phase 3 dans certains contextes nationaux

H. Deux options stratégiques (scénario alt.)

Que se passe-t-il si les FM se trouvent sous pression ?

p. 171

Option 1 : Retrait

p. 173

1. Jihad civilisationnel — p. 174

2. Organisation — p. 175

3. Population / Société — p. 175

4. Éducation — p. 176

5. État - Comm. — p. 176

6. Économie — p. 177

7-11. Alliances - Adversaires

Moyens de guerre — p. 177-179

Option 2 : Combat armé

p. 179

1. Jihad civilisationnel — p. 180

2. Organisation — p. 181

3. Population / Société — p. 181

4. Éducation — p. 182

5. État — p. 182

6. Comm. - 7. Économie — p. 183

8-11. Alliances vs islamisme

Moyens de guerre — p. 183-184

I. Orientation stratégique : l'Autriche

Étude de cas — application de la matrice complète au cas autrichien

p. 185

1. Jihad civilisationnel : objectifs stratégiques

p. 186

2. Organisation — Concept de peuplement

p. 187

3. Population musulmane / Société

p. 188

4. Éducation

p. 190

5. État et institutions publiques - Communication

p. 192

6. Économie

p. 194

7. Coopérations et alliances

p. 195

8. Adversaires de l'islamisme

p. 197

9. Moyens de guerre

p. 199

10-11. Domaines complémentaires

p. 200-201

L'Autriche fait office de banc d'essai européen, notamment via le Dokumentationsstelle Politischer Islam (DPI) - modèle institutionnel dont la France pourrait s'inspirer.

J. Carte stratégique

Cartographie visuelle des cibles, alliés, vecteurs

p. 203

K. Évaluation de la stratégie actuelle des FM

Diagnostic global : où en sont les FM aujourd'hui ?

p. 207

L. Le caractère hybride de l'approche des FM

Synthèse : retour sur le cadre conceptuel du chapitre B

p. 211

M. Conclusion

Recommandations pour la résilience démocratique

p. 215

Bibliographie

p. 221

1. Sources primaires (Adlouni, al-Banna, Projet 1982...)

p. 221

2. Bibliographie secondaire (Vidino, Manea, Steinberg...)

p. 223

3. Articles de journaux, médias, documentaires

p. 227

Lecture du schéma — clé d'usage

Logique de l'ouvrage : Les fondations (A-E) posent le cadre théorique de la menace hybride et le portrait de l'acteur frériste. Le chapitre F isole les 11 domaines d'action. Ces 11 domaines sont ensuite déclinés systématiquement dans le chapitre G pour chacune des 5 phases d'escalade (cœur de l'ouvrage), puis dans le chapitre H pour les deux options du scénario alternatif (retrait / combat armé), et enfin dans le chapitre I pour le cas autrichien. Les chapitres J à M synthétisent et concluent.

Pour la commission parlementaire ou l'audition : les chapitres prioritaires sont B (cadre théorique), C (acteur frériste, où FBB est citée), G phase 2 — Préparation-influence (situation européenne actuelle), I (étude de cas autrichienne, comparable transposable au cas français), et K-M (conclusions). On peut par exemple suivre uniquement le domaine 4 (Éducation) à travers les 5 phases pour comprendre la trajectoire spécifique de l'éducation islamique en Europe.

Particularité structurelle : chaque phase comporte exactement les mêmes 11 domaines — ce qui rend la lecture transversale possible. On peut par exemple suivre uniquement le domaine 4 (Éducation) à travers les 5 phases pour comprendre la trajectoire spécifique de l'éducation islamique en Europe.

Schéma arborescent réalisé pour la note de lecture FBB - Réseau d'étude de l'islamisme - 19 avril 2026
Source : Heinisch · Scholz · Gustenau, L'islam politique : une menace hybride pour l'Europe, Nomos Verlag, Baden-Baden, 2026 — DOI 10.5771/9783748970033

Figure 1 - Schéma arborescent de la table des matières. Trois colonnes correspondant aux trois grands moments de l'ouvrage : (gauche) fondations théoriques A-E et chapitre F des onze domaines d'action ; (centre) chapitre G, cœur de l'ouvrage, où les onze domaines sont déclinés sur les cinq phases stratégiques ; (droite) scénario alternatif H, étude de cas autrichienne I, cartographie J et conclusions K-M. La phase 2 (Préparation-Influence), mise en évidence dorée, correspond à la phase actuellement diagnostiquée pour l'Europe.

3. Thèses centrales de l'extrait

3.1. Un projet pluri-générationnel de transformation civilisationnelle

L'introduction pose comme thèse liminaire que l'engagement des Frères musulmans dans les démocraties occidentales n'est pas une accumulation opportuniste d'initiatives civiques, caritatives, éducatives et économiques, mais un projet politique cohérent :

« Derrière cette façade de société civile se cache toutefois un projet à long terme visant à transformer politiquement, idéologiquement, culturellement et religieusement les États et les sociétés démocratiques. L'objectif à long terme déclaré des FM est l'instauration d'un califat en tant qu'ordre islamique mondial. Cette vision, considérée comme une utopie à réaliser progressivement et systématiquement sur plusieurs générations, se retrouve dans de nombreux écrits du mouvement. »

- A. Introduction, p. 11

Cette thèse est ensuite étayée par le corpus même du mouvement : le texte programmatique d'Hassan al-Banna « À la jeunesse » (plan en sept phases vers la soumission du monde au « message de l'islam »), le document stratégique de 1982 des Frères musulmans - dit « Projet » - qui formule l'objectif d'« établir une domination islamique sur la Terre », et le Memorandum d'Akram Adlouni (1991) dont les auteurs extraient la citation suivante :

« Ce qui importe, c'est que nous posions les fondations et que nous soyons suivis par des peuples et des générations qui achèveront la marche et le chemin, mais en suivant une ligne directrice clairement définie. »

- Mohamed Akram Adlouni, Explanatory Memorandum, 22 mai 1991, cité p. 11

Le projet générationnel est à nouveau illustré par la citation de Youssef al-Qaradawi, maître à penser du mouvement jusqu'à sa mort en 2022 :

« Je m'attends à ce que l'islam conquière l'Europe sans avoir à recourir à l'épée ou au combat - par la dawa et par l'idéologie. Les musulmans doivent commencer à agir pour conquérir ce monde. »

- Qaradawi, Qatar TV, 28 juillet 2007 (archive MEMRI), cité p. 12

3.2. L'hybridité comme clé de lecture

Le concept-clé de l'ouvrage est celui de menace hybride :

- une hybridité de l'*approche* (combinaison de moyens légaux/illégaux, réguliers/irréguliers, civils/militaires, ouverts/cachés) ;
- une hybridité de la *structure* (noyau de cadres hiérarchisé, organisations-façades, satellites, individus influencés idéologiquement, soutiens étatiques - Qatar, Koweït, Turquie).

« L'approche des Frères musulmans est elle-même hybride ; d'autre part, l'organisation présente une structure hybride. Son noyau est constitué d'un appareil de cadres strictement hiérarchisé qui contrôle de nombreuses organisations de couverture et satellites. Celui-ci est complété par des organisations et des individus influencés idéologiquement, qui font partie d'un mouvement de masse mondial. Ce réseau d'acteurs non étatiques est élargi par des soutiens étatiques tels que le Qatar, le Koweït et la Turquie, qui apportent un soutien propagandiste, financier et logistique aux Frères musulmans. »

- p. 13

Il faut souligner que ce cadre conceptuel n'est pas une création originale des trois auteurs : il est explicitement emprunté à un corpus précis de la littérature européenne sur les conflits hybrides.

3.3. Les principaux emprunts théoriques sur l'hybridité

L'apport propre de Heinisch, Scholz et Gustenau réside dans le geste - méthodologiquement difficile - de transposer un appareil conceptuel issu des security studies européennes à un acteur non-étatique à vocation « civilisationnelle ».

Quatre filiations sont explicitement reconnues :

- **Giannopoulos, Smith, Theocharidou** (The Landscape of Hybrid Threats, JRC Technical Reports, 2019, notes 6, 18, 19) - cadre pivot : modèle d'acteurs, notion de domaines (dont les auteurs tirent leur grille à 11), notion d'outils, et surtout *la logique d'escalade en quatre phases* qui constitue l'épine dorsale du chapitre G ;
- **Johann Schmid** (Bundeswehr, ISPSW, textes 2021-2023, notes 12, 14, 15) - vocabulaire qualitatif de l'hybridité : « zones grises des interfaces », « guerre en mosaïque », « guerre multidomaine », l'idée que l'hybridité se définit par la combinaison délibérément ambiguë des instruments ;

L'apport des trois auteurs consiste à articuler ces traditions dans une matrice unique 11 × 5 et à l'appliquer au cas du mouvement frère-musulman européen. C'est, à ma connaissance, le premier ouvrage européen à réaliser cette synthèse.

3.4. Les quatre phases de l'attaque hybride appliquées au frérisme

Reprenant directement la logique d'escalade en quatre phases élaborée par Giannopoulos, Smith et Theocharidou (JRC 2019, p. 36-42, citée explicitement note 19 p. 21), les auteurs proposent la transposition suivante au cas frériste :

- **Préparation-Perturbation** (Priming-Interference) : identification des vulnérabilités systémiques, mise en place de réseaux d'influence, diffusion de récits ciblés, accoutumance progressive des sociétés cibles à un niveau accru d'influence extérieure.
- **Préparation-Influence** (Priming-Influence) : exploitation systématique des enseignements tirés de la phase précédente pour façonner perceptions, schémas interprétatifs et logiques décisionnelles.
- **Déstabilisation** (Destabilization) : propagande coordonnée, campagnes de désinformation, polarisation, pressions économiques ou juridiques, provocations ciblées, exacerbation des lignes de conflit, délégitimation des acteurs étatiques.
- **Coercition** (Coercion) - phase de prise de pouvoir : passage de l'influence indirecte à l'imposition ciblée de décisions politiques ou stratégiques, jusqu'à la menace ou l'usage de la violence ouverte.

Le diagnostic des auteurs - tel qu'il ressort du cadrage général, de leurs études de cas autrichien et de consultations d'experts européens (dont je fus) - est que le mouvement frère-musulman en Europe se trouve aujourd'hui essentiellement dans la phase 2 (Préparation-Influence, Priming-Influence), avec des éléments de glissement vers la phase 3 (Déstabilisation, Destabilization) dans certains contextes nationaux.

La phase 2 est celle qui, paradoxalement, paraît la plus bénigne parce qu'elle mobilise :

« principalement [des] moyens légaux, socialement acceptables et s'inscrivant dans le long terme, et utilise l'ouverture démocratique, l'État de droit et la liberté d'expression comme leviers opérationnels. »

- B. Préparation-Influence (Priming - Influence), p. 22

3.5. L'analogie avec la Guerre froide

Le chapitre B s'ouvre sur un parallèle explicite entre la menace frériste et le défi communiste du XX^e siècle. La comparaison est analytique, non polémique : elle vise la forme du conflit - idéologique, systémique, de longue durée - et non une équivalence des contenus :

« Dans les deux cas, malgré l'énorme course à l'armement qui a marqué la Guerre froide, il ne s'agit pas en premier lieu de confrontations ouvertement militaires, mais de conflits systémiques à long terme dans lesquels au moins l'une des parties vise à transformer en profondeur l'ordre social, politique et normatif de son adversaire. La primauté de l'influence idéologique est caractéristique. »

- B. Le caractère hybride de la menace, p. 17

Les auteurs mobilisent ici John Lenczowski (Political-Ideological Warfare in Integrated Strategy) et le rapport de l'ISGAP sur l'entrisme systémique du mouvement aux États-Unis (2025). L'analogie vise à saisir ce qui,

dans l'approche frériste, échappe aux catégories habituelles de la sécurité : non pas la décision militaire immédiate, mais « l'érosion stratégique des conceptions de l'ordre démocratique de l'intérieur, par l'hégémonie culturelle, les glissements normatifs et les changements de loyauté à long terme » (p. 17).

4. Domaines d'action

Le chapitre F (p. 47-59) fournit la grille analytique à onze domaines qui structure toute la seconde moitié de l'ouvrage. Les auteurs identifient onze sous-systèmes dans lesquels les Frères musulmans peuvent exercer une influence directe et qui, croisés aux cinq phases stratégiques du chapitre G, forment la matrice centrale du livre. Pour chaque domaine, un objectif stratégique est formulé et les organisations ou dispositifs qui l'opérationnalisent sont nommés.

Le premier domaine (p. 47-48) est idéologique : il porte sur le « djihad civilisationnel » (civilization jihad), expression que les auteurs reprennent du memorandum Adlouni de 1991 et qu'ils décomposent en cinq étapes internes (Settlement, Establishment, Stability, Enablement, Rooting). L'ouvrage attache nominalement à ce domaine le triptyque vision-utopie / identité / plan que j'ai proposé dans *Le Frérisme et ses réseaux* (note 92, p. 47).

Les domaines 2 et 3 (p. 48-51) portent sur l'acteur lui-même : l'organisation transnationale (cadres, structures de couverture, maillage des institutions fréristes FIOE/CEM, FEMYSO, ECFR, IESH), puis la population musulmane comme cible première, à organiser autour d'une identité islamique collective.

FIOE / CEM - Fédération des organisations islamiques en Europe (Federation of Islamic Organisations in Europe), renommée en 2020 **Conseil des musulmans d'Europe** (Council of European Muslims). Fondée en 1989, basée à Bruxelles, elle est l'organisation faîtière qui fédère les principales associations frères-musulmans de chaque pays européen (dont l'UOIF en France, l'IGD en Allemagne). Elle est considérée dans la littérature comme la principale structure de représentation européenne du courant frériste.

FEMYSO - Forum des organisations européennes de jeunesse et d'étudiants musulmans (Forum of European Muslim Youth and Student Organisations). Fondé en 1996, basé à Bruxelles, il regroupe les branches jeunesse des associations affiliées à la FIOE/CEM. Il est le principal interlocuteur jeunesse du monde frériste auprès des institutions européennes, notamment inscrit au registre de transparence de l'Union européenne et partie prenante de réseaux comme ENAR.

ECFR - Conseil européen de la fatwa et de la recherche (European Council for Fatwa and Research). Fondé en 1997 à Dublin à l'initiative de la FIOE, présidé pendant plus de vingt ans par Youssef al-Qaradawi. Il produit des fatwas (avis juridico-religieux) adaptées aux musulmans vivant en contexte minoritaire - le « fiqh des minorités ». Il est l'autorité normative religieuse de la mouvance frériste européenne.

IESH - Institut européen des sciences humaines. Fondé en 1992 à Château-Chinon (Nièvre), présenté officiellement comme un établissement privé de formation d'imams et d'enseignants de religion musulmane. Dans l'ouvrage, il est identifié comme l'université théologique de la mouvance frère-musulmane en Europe, antenne académique de l'UOIF française. L'IESH a été dissous par décret du gouvernement français le 3 septembre 2025. Il avait essaimé à Francfort (Allemagne), Dublin, Leicester et Birmingham (Royaume-Uni).

Les domaines 4 à 7 (p. 51-55) décrivent l'action sur les sous-systèmes sociaux : la société dans son ensemble (hégémonie culturelle, dans une lecture explicitement gramscienne), l'éducation (du cours coranique à l'université), l'État et ses institutions (lobbying externe combiné à une infiltration interne), et la communication (médias, dialogue interreligieux, monopole d'interprétation sur l'islam, instrumentalisation systématique du terme « islamophobie »).

Les domaines 8 et 9 (p. 55-57) concernent l'économie (certification halal, immobilier associatif via EMUG/Zayat/IGMG, flux Qatar-Koweït-Turquie) et les coopérations et alliances, étatiques (Qatar, Koweït, Turquie, Iran) comme civiles (ENAR, partis de gauche, Églises, syndicats). Le domaine 10 (p. 57-58) couvre les opposants à l'islamisme et les dispositifs de disqualification qui les visent.

Le onzième et dernier domaine (p. 58-59) est celui des « moyens de guerre » : dans la phase actuellement observée, il s'agit essentiellement d'outils juridiques (lawfare), médiatiques et informationnels, doublés de ce que les auteurs appellent le rôle « de pyromane et de pompier » - les mêmes organisations s'intégrant dans les dispositifs de prévention et de déradicalisation qu'elles alimentent indirectement. L'exemple archétypal retenu est l'affaire Samuel Paty (p. 59), lue comme chaîne désignation publique → intimidation → violence.

Les auteurs rappellent enfin le symbole historique du mouvement : deux épées croisées sous le Coran et l'exhortation « Soyez prêts ! ».

Ces onze domaines constituent la clé d'entrée de l'ensemble de l'analyse ; ils sont systématiquement repris dans le chapitre G (phase par phase), dans le chapitre H (options alternatives) et dans le chapitre I (cas autrichien).

5. Les options stratégiques des Frères musulmans

Le chapitre G (p. 61-170) applique le schéma matriciel. Il croise les onze domaines d'action définis au chapitre F avec les cinq phases stratégiques issues du cadre Giannopoulos (Préparation-Installation, Préparation-Influence, Déstabilisation, Confrontation, Prise de pouvoir).

5.1. Phase 1 - Préparation et installation (années 1950-1980)

Cette phase correspond à l'arrivée et à l'implantation discrète de la confrérie en Europe. L'Europe n'est pas encore une cible ; elle est un refuge depuis lequel soutenir la confrérie persécutée dans les pays d'origine. Les onze domaines d'action sont parcourus ci-après.

(1) Djihad civilisationnel - la ligne directrice est la dissimulation : présentation publique conforme à l'ordre démocratique, objectifs idéologiques communiqués uniquement en interne, absence de mention dans les rapports des services de sécurité européens. La confrérie se positionne comme allié potentiel contre l'influence soviétique pendant la Guerre froide, ce qui lui vaut des soutiens étatiques, notamment libyen pour la mosquée de Munich.

(2) Organisation - c'est le domaine le plus développé de la phase. Les centres islamiques sont fondés à Genève, Munich, Aix-la-Chapelle et Francfort autour de Saïd Ramadan, gendre d'al-Banna. L'Association des étudiants musulmans (MSV) naît à Munich en 1964. Le Conseil islamique d'Europe est créé au Royaume-Uni en 1973, avec Ramadan au comité exécutif. En Autriche, Himmat et Nada créent en 1962 le Service social musulman, dont naîtra en 1979 la Communauté religieuse islamique (IGGÖ), reconnue par l'État comme organisation faîtière. Milli Görüş se structure dans la communauté turque au début des années 1970 et coopère d'emblée avec les réseaux frères.

(3) Population musulmane - la confrérie devient le pivot entre les communautés naissantes et les institutions ; elle cherche à se poser en instance de représentation exclusive, ce qui suscite dès les années 1980 les premières contestations internes (notamment en Autriche, autour de l'IGGÖ).

(4) Société dans son ensemble, (5) éducation, (6) État et institutions publiques - ces trois domaines restent peu investis durant la phase. L'action sociale se limite aux universités et à quelques projets communaux ; l'enseignement se limite aux cours coraniques et d'arabe dans les mosquées ; l'État n'est abordé que pour obtenir des autorisations administratives et surmonter des obstacles bureaucratiques.

(7) Communication - le dispositif est tourné vers l'intérieur des communautés, avec deux supports fondateurs : le journal germanophone Al-Islam (1958, devenu organe du Centre islamique de Munich) et le magazine arabophone Majallat al-Muslimin fondé par Ramadan à Genève en 1959.

(8) Économie - la confrérie veille dès l'origine à être propriétaire de ses centres (Munich, Aix-la-Chapelle, Francfort), jetant les bases d'un patrimoine immobilier européen. Youssef Nada, installé en Autriche à la fin des années 1960, démarre un réseau d'entreprises entre Proche-Orient et Europe, qui s'étendra au secteur financier à la fin des années 1980.

(9) Coopérations et alliances - les soutiens financiers viennent principalement de l'Arabie saoudite (alors favorable), du Koweït, du Bahreïn, du Liban et de la Turquie ; les alliances civiles avec partis, ONG et autres religions sont encore inexistantes. (10) Opposants à l'islamisme - pas d'action structurée contre des adversaires occidentaux à ce stade ; tout au plus l'éviction des initiateurs non-frères du projet de mosquée de Munich, signe d'une volonté précoce de contrôle interne. (11) Moyens de guerre - aucune action violente

en Europe ; la violence reste cantonnée au soutien aux groupes djihadistes des pays d'origine, notamment en Égypte et en Syrie.

À la fin de la phase, la confrérie a construit en Europe une infrastructure modeste mais cohérente et s'est placée, sans que les États d'accueil l'aient perçu, à la tête de l'islam organisé naissant.

5.2. Phase 2 - Préparation et exercice d'influence (années 1980 à aujourd'hui)

Cette phase correspond au passage d'une posture d'implantation discrète à une stratégie active d'influence, sans recours à la violence. C'est la phase actuellement observée en Europe, balisée par les documents stratégiques internes de 1982 et 1991, complétés en 1995 par l'ouvrage d'al-Qaradawi *Priorities of The Islamic Movement* et son fiqh des minorités. Les onze domaines d'action sont parcourus ci-après.

(1) Djihad civilisationnel - les objectifs déclarés sont le soutien à l'État islamique mondial, l'infiltration des partis, ONG et institutions, et la monopolisation des thèmes d'intégration, de discrimination, d'« islamophobie » et de « racisme antimusulman ».

(2) Organisation - fièvre fondatrice à la charnière 1980-1990 : UOIF en France (1983), FIOE en 1989 (devenue CEM en 2020), IESH de Château-Chinon (1992), FEMYSO (1996), ECFR de Dublin présidé par al-Qaradawi (1997). Le réseau frériste européen compte aujourd'hui environ deux cents organisations.

(3) Population musulmane - la confrérie cherche à constituer les musulmans d'Europe en communauté identitaire séparée et à en placer la norme sous son autorité. Les fatwas de l'ECFR imposent la ségrégation halal/haram et accréditent la peine de mort pour apostasie.

(4) Société dans son ensemble - la stratégie repose sur l'exploitation patiente de ce que Taleb appelle la « tyrannie de la petite minorité » : la société majoritaire n'est pas contrainte, elle est conditionnée à accepter des normes minoritaires présentées comme des droits. C'est, à mon sens, le levier le plus décisif et le plus difficile à contrer par les réponses juridiques classiques.

(5) Éducation - infrastructure frère propre (IESH et antennes, IRPA autrichienne, écoles confessionnelles en Belgique et en Allemagne) et levier qatarien via Education City à Doha (depuis 1997), qui accueille HEC Paris et plusieurs grandes universités américaines et britanniques.

(6) État et institutions publiques - double travail de lobbying (registre de transparence UE, FEMYSO, CCIE) et de pénétration institutionnelle. L'interdiction française du CCIF en décembre 2020, consécutive à l'assassinat de Samuel Paty, a été immédiatement contournée par sa relocalisation à Bruxelles sous le nom de CCIE - exemple emblématique de l'adaptabilité européenne du dispositif. Les acteurs tentent de délégitimer toute forme de contrôle étatique dans la lutte contre le terrorisme islamique, en la présentant comme une discrimination à l'égard des musulmans et une attaque raciste contre eux.

(7) Communication - architecture médiatique cohérente autour d'Al Jazeera (depuis 1996), IslamOnline, Middle East Eye (Londres 2014) et de la Qatar Media City en construction. La stratégie de recadrage des discours post-11 septembre segmente les publics (gouvernements, société majoritaire, musulmans modérés, fondamentalistes, gauche postcoloniale, etc.) et ajuste les messages par segment.

(8) Économie - dispositif caritatif et financier massif structuré autour d'Europe Trust (Leicestershire), Islamic Relief Deutschland (subventionnée par le gouvernement allemand) et IRW de Birmingham (soutenue par l'UE). Le marché halal européen, estimé à 15-16 milliards de dollars, est un levier de normalisation progressive - la conversion de KFC France à une offre 100 % halal, que j'ai commentée dans FigaroVox en janvier 2026 et que l'ouvrage cite, en est un exemple emblématique.

(9) Coopérations et alliances - réseaux identitaires et postcoloniaux (ENAR, BDS, Students for Justice in Palestine, alliances explicites avec La France insoumise sur l'antiracisme et la Palestine), financements étatiques venus principalement du Qatar, du Koweït et, plus récemment, de la Turquie.

(10) Opposants à l'islamisme - campagnes organisées contre les musulmans critiques (Khorchide, Aslan, Ourghi, Ateş, Jasser, Nomani) et contre les chercheurs, via des instruments comme le European Islamophobia

Report de Hafez et Bayraklı, un temps cofinancé par l'UE avant d'être arrêté après résolution du Parlement européen en avril 2021.

(11) Moyens de guerre - officiellement légalistes, mais la confrérie sait instrumentaliser la violence qu'elle ne commet pas elle-même. L'assassinat de Samuel Paty est emblématique de la chaîne désignation publique → intimidation → violence : le père d'une élève lance la campagne, l'imam frère Sefrioui la relaie, un jeune musulman de 18 ans décapite le professeur le 16 octobre 2020, sans que les cadres de la confrérie ne soient compromis directement.

Le principe de cette phase est l'érosion insidieuse : transformer l'ordre démocratique par des moyens légaux, sans franchir aucun seuil de rupture formelle.

5.3. Phase 3 - Déstabilisation (amorcée dans les années 2010)

Cette phase correspond à l'érosion progressive de la capacité de fonctionnement des sous-systèmes étatiques et sociaux. Elle s'amorce dans les années 2010, se superpose à la phase 2 sans la remplacer, et trouve son déclencheur structurant dans les flux migratoires de 2015-2016. La confrérie n'a pas besoin de provoquer la crise : les dynamiques démographiques et idéologiques la produisent ; les réseaux frères les convertissent en levier politique. Les onze domaines d'action sont parcourus ci-après.

(1) Djihad civilisationnel - l'articulation entre macrostratégie déclarée et dynamiques locales incontrôlées est désormais centrale : il suffit aux Frères musulmans d'accompagner la déstabilisation en cours et d'y projeter leur projet normatif, sans la planifier.

(2) Organisation - professionnalisation et hiérarchisation du réseau : ce qui fonctionnait comme mouvement populaire se restructure en bloc de pouvoir, conformément à l'appel d'al-Qaradawi à unifier le « réveil islamique » en un front unique.

(3) Population musulmane - apparition de zones à validité normative alternative. Des panneaux « charia zone » sont affichés à Londres dès 2011. La démographie change : la proportion de musulmans en Autriche passe d'environ 4 % en 1981 à 8,3 % en 2021. Le discours de « remplacement » est désormais assumé en chaire par certains imams (par exemple au Dar al Farooq du Minnesota en 2026).

(4) Société dans son ensemble - les auteurs parlent de « libanisation » croissante des espaces urbains, terme que je trouve plus précis que celui de communautarisme parce qu'il nomme une fragmentation conflictuelle et non simplement additive. Le baromètre d'intégration de l'ÖIF de février 2025 indique que 66 % des Autrichiens interrogés jugent négativement la cohabitation avec les musulmans.

(5) Éducation - c'est le domaine où la déstabilisation est la plus mesurable. Dans certaines classes viennoises, plus de 80 % des élèves sont issus de l'immigration. Les rapports allemands signalent des enfants non musulmans qui se convertissent par peur du harcèlement. Le projet d'« islamisation du savoir », formulé à la conférence de Lugano en 1977 et systématisé par al-Faruqi et l'International Institute of Islamic Thought, entre dans une phase active - l'ouvrage cite mon Kalifat pour cette généalogie.

(6) État et institutions publiques - domaine où la déstabilisation prend son sens le plus net. Le rapport du ministère français de l'Intérieur de mai 2025 qualifie le frérisme de menace pour la cohésion nationale. Cinq communes bruxelloises - dont Molenbeek et Saint-Josse - sont présentées comme des zones confisquées. Les Sharia Councils britanniques, autorisés dès les années 1980 pour le droit familial, ont contribué selon Elham Manea à la consolidation de sociétés parallèles. L'État délègue progressivement certaines fonctions régaliennes à des intermédiaires religieux.

(7) Communication - stratégie dominante de saturation de l'espace informationnel, particulièrement visible après le 7 octobre 2023 : Al Jazeera, TRT et une nébuleuse d'acteurs frères diffusent massivement fausses attributions et demi-vérités. J'ai prolongé l'analyse dans un entretien à Die Welt en octobre 2025, cité par l'ouvrage.

(8) Économie - les auteurs rappellent la menace saoudienne de 2016 sur les bons du Trésor américain comme illustration de la vulnérabilité des démocraties face à des leviers financiers étatiques adverses.

(9) Coopérations et alliances - devenues asymétriques : la confrérie impose son agenda, les partenaires identitaires de gauche s'y alignent tacitement, faute de capacité argumentative. (10) Opposants à l'islamisme - les campagnes contre les critiques s'étendent désormais aux juges, procureurs, fonctionnaires et enseignants.

(11) Moyens de guerre - la fatwa de l'IUIMS d'avril 2025 qualifie le djihad contre Israël de devoir individuel, incitation qui brouille la frontière entre djihad légaliste et djihad armé. L'affaire Lee Rigby illustre en creux cette porosité quand la déstabilisation rend plus fluide la circulation entre courants.

La phase 3 se caractérise par une intensification qualitative plutôt que par un changement de stratégie : l'infiltration institutionnelle patiente reste le fond, la déstabilisation en est la forme opérationnelle.

5.4. Phase 4 - Confrontation (prospective)

Cette phase correspond au passage d'une stratégie légaliste à une stratégie coercitive. Entièrement prospective, elle est dessinée par extrapolation des phases antérieures et des précédents iranien, égyptien et turc. Elle suppose mobilisation politique intense, répression ouverte, recours croissant à la violence et élimination systématique des opposants. Les onze domaines d'action sont parcourus ci-après.

(1) Djihad civilisationnel - le slogan historique de la confrérie, « L'islam est la solution », est réactivé. L'infiltration patiente conduite depuis quarante ans est désormais activée pour prendre le contrôle des rouages étatiques, avec un soutien déterminant du Qatar et de la Turquie.

(2) Organisation - transformation structurelle majeure. Le réseau horizontal, jusqu'alors pluraliste en apparence, bascule vers une architecture centralisée et hiérarchisée. Organisations de jeunesse et organisations féminines autonomes deviennent des sections intégrées. Surtout, une structure paramilitaire est mise en place, inspirée de l'al-Nizam al-Khass créé par al-Banna en 1940 - dimension absente des analyses complaisantes de l'islam politique, et qui invalide les comparaisons rassurantes avec la démocratie chrétienne.

(3) Population musulmane - la confrérie évince les organisations concurrentes et impose son autorité religieuse et politique aux musulmans ordinaires. Codes vestimentaires, règles alimentaires et observance du ramadan deviennent contraignants. Dans les quartiers sous contrôle frère, le droit public perd sa portée.

(4) Société dans son ensemble - la fragmentation urbaine bascule dans l'affrontement ouvert. Dans certaines zones, femmes, minorités sexuelles et juifs ne circulent plus librement ; des situations s'apparentant à une guerre civile larvée apparaissent.

(5) Éducation - l'islamisation du savoir passe du projet doctrinal à une mise en œuvre offensive : contenus jugés non islamiques retirés des programmes, intimidation paramilitaire à l'université, campagnes étudiantes contre les professeurs indésirables.

(6) État et institutions publiques - c'est le domaine qui marque le basculement. L'autorité publique est repoussée des contre-sociétés, où la sécurité intérieure est prise en charge par la confrérie et ses alliés. L'objectif est un transfert partiel des fonctions régaliennes ; paradoxalement, les zones sous contrôle islamiste peuvent apparaître comme des îlots de relative stabilité dans un tissu étatique fragilisé.

(7) Communication - le Qatar et la Turquie intensifient leurs investissements dans les médias européens, produisant une architecture homogène alignée sur l'idéologie frériste. Les médias qui résistent sont intimidés.

(8) Économie - le secteur halal pèse désormais assez pour orienter les décisions entrepreneuriales, y compris dans l'art, la culture et le commerce extérieur. Les États-tuteurs acquièrent des parts dans les infrastructures stratégiques ; les dépendances financières restreignent la marge politique.

(9) Coopérations et alliances - les partenariats avec les acteurs non islamiques s'étiolent ou se soumettent. Les alliances avec la gauche identitaire sont absorbées ou neutralisées, faute de capacité argumentative à résister à la prétention normative.

(10) Opposants à l'islamisme - la pression s'étend aux juges, procureurs, enseignants, fonctionnaires, avec des attentats ciblés qui servent d'avertissement exemplaire, dans l'esprit de la maxime reprise par les auteurs : « Punis-en un, éduque-en cent ».

(11) Moyens de guerre - changement qualitatif. La branche paramilitaire assure la protection de l'organisation, intervient comme force de l'ordre dans les quartiers sous contrôle et est déployée dans les affrontements violents. La violence, jusqu'alors évitée ou déléguée, devient un outil direct, légitimé religieusement et pleinement intégré à la planification stratégique.

5.5. Phase 5 - Prise du pouvoir (prospective)

Cette phase correspond à l'installation d'un ordre islamique et à la refondation de l'État sur la charia. Entièrement prospective pour l'Europe, elle est modélisée à partir du précédent iranien de 1979, de la brève parenthèse égyptienne 2012-2013 et des écrits programmatiques de Qutb. La posture instrumentale envers la démocratie a été résumée par Erdoğan en 1998 : un train que l'on quitte une fois l'objectif atteint. Les onze domaines d'action sont parcourus ci-après.

(1) Djihad civilisationnel - présentée comme force ordonnatrice face à la crise qu'elle a contribué à engendrer, la confrérie prend en charge les missions étatiques, remplace les institutions, persécute les opposants et soumet l'ensemble de la société aux normes islamiques.

(2) Organisation - les départements intégrés en phase 4 (jeunesse, famille, affaires sociales, santé, économie, sécurité) fonctionnaient déjà comme gouvernement fantôme et prennent désormais le contrôle des institutions étatiques correspondantes. L'architecture organisationnelle devient appareil d'État.

(3) Population musulmane - l'islam politique est érigé en religion d'État. Les courants musulmans critiques ou dissidents sont interdits et ne peuvent au mieux exister que dans la clandestinité. La formation des imams et des enseignants religieux est uniformisée sous l'égide de la confrérie ; un office de l'Irshad oriente l'enseignement coranique et les prêches du vendredi.

(4) Société dans son ensemble - alcool, viande de porc et tout ce qui est considéré comme haram disparaissent de l'offre publique ; les manifestations culturelles contraires aux normes morales sont supprimées. Hijab obligatoire, homosexualité et modes de vie non islamiques interdits. Juifs et chrétiens sont formellement tolérés mais relégués au statut de dhimmis - citoyens de seconde zone exclus des fonctions publiques ; les autres confessions perdent leurs droits. Ce régime n'est pas une extrapolation : c'est la mise en pratique légale de ce que les fatwas de l'ECFR théorisent déjà en diaspora.

(5) Éducation - l'islamisation du savoir est menée à son terme : les connaissances scientifiques ne sont acceptées que si elles ne contredisent pas le Coran et la Sunna. La ségrégation entre les sexes est généralisée. L'éducation religieuse occupe la place centrale ; la formation d'une « génération pieuse » chère à Erdoğan devient l'objectif assumé.

(6) État et institutions publiques - le système juridique est réorienté sur la charia ; une nouvelle constitution ancre institutionnellement le système islamique. Le précédent iranien donne l'ordre de grandeur (dix mois après le retour de Khomeini). La politique étrangère est mise au service du projet panislamique ; l'État se détache de l'alliance occidentale.

(7) Communication - les schémas d'interprétation islamiques deviennent discours dominant. La critique est délégitimée, les positions divergentes diffamées comme hostiles à l'islam et réprimées par l'État. Les médias restants servent de médias d'État.

(8) Économie - entreprises, production, importations et exportations sont soumises à des directives religieuses. Toute relation économique avec Israël est exclue ; un espace économique islamique se constitue avec les États alliés, aux dépens des relations avec l'Occident.

(9) Coopérations et alliances - les partenariats avec les acteurs non islamiques perdent toute utilité tactique et sont rompus. (10) Opposants à l'islamisme - d'abord les adversaires résolus sont éliminés, puis les anciens

alliés jugés concurrents ou réfractaires subissent le même sort. La révolution iranienne fournit l'archétype : le parti Tudeh, qui avait soutenu Khomeini, a été écrasé en 1982 une fois le régime consolidé.

(11) Moyens de guerre - aux côtés de la violence paramilitaire dans l'espace public, les instruments étatiques de répression sont pleinement mobilisés : prisons, camps d'internement, torture. L'État islamique consolide son pouvoir et évolue, selon la formulation sobre des auteurs, vers une dictature totalitaire.

6. Originalités et apports spécifiques

L'ouvrage reconnaît la pertinence du concept de frérisme et de sa théorisation : « Le terme a été inventé par l'ethnologue française Florence Bergeaud-Blackler. Voir : "Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête", Paris 2023, en allemand : Kalifat nach Plan. Frérismus und seine Netzwerke in Europa, Tübingen 2025. » Il en valide et prolonge la distinction conceptuelle que j'ai élaborée dans Le Frérisme et ses réseaux entre appartenance formelle à la confrérie et adhésion idéologique au projet des Frères, distinction que les auteurs reprennent sans ambiguïté :

« Sur la base de ces concepts, un réseau mondial de personnes et d'organisations s'est développé qui, sans nécessairement faire partie officiellement des Frères musulmans, agissent dans l'esprit d'un "frérisme" et diffusent les idées des Frères musulmans. »

- p. 13

Je lis l'ouvrage de Heinisch, Scholz et Gustenau comme une continuation stratégique du cadre que j'ai posé dans Le Frérisme et ses réseaux. Là où mon enquête ethnographique documente la matérialité des réseaux, la diffusion des normes (halal, voile, BDS, pseudo-victimisation) et les institutions-courroies (FIOE, FEMYSO, CEM, ECFR, etc.), l'ouvrage autrichien opère une triple prolongation triple :

- **élargissement disciplinaire** : des études sociales de l'islamisme - dont je relève - vers la *prospective stratégique* et la *sécurité nationale*. L'outillage change : il n'est plus celui de l'anthropologie, mais celui de la *security studies* et de l'analyse prospective appliquée aux conflits hybrides.
- **élargissement conceptuel** : la notion de *menace hybride* permet de nommer et d'outiller ce que j'avais désigné sous l'angle socio-idéologique par le mot *frérisme*. Les deux approches sont complémentaires : je décris *le quoi* (les normes, les acteurs, les réseaux), Heinisch-Scholz-Gustenau décrivent *le comment stratégique* (les phases, les domaines, les outils).
- **Prolongation géographique** : l'étude de cas ancrée est autrichienne (section I, p. 185 sq.), ce qui documente un terrain européen central trop peu traité en France et nourrit la *cartographie comparée* du frérisme européen que mon réseau d'étude entend constituer.

Au-delà de la convergence avec l'état de la recherche, quatre apports spécifiques peuvent être relevés.

6.1. La prospective

La matrice 11 × 5 n'est pas seulement descriptive : elle se présente comme diagnostique et prospective. Elle peut servir à évaluer où en est un terrain national donné (France, Belgique, Pays-Bas) dans la progression des phases, et à anticiper les transitions - ce qui correspond à la « détection précoce stratégique » (*strategische Früherkennung*) pour laquelle plaident les auteurs (p. 23). Sa transposabilité hors du cas autrichien reste néanmoins à éprouver.

6.2. L'analyse de la phase 2 comme phase la plus dangereuse parce que légale

L'ouvrage formule un point central de l'analyse : ce qui qualifie la menace frériste, dans la phase actuelle, n'est pas la violence mais sa légalité formelle. La stratégie procède par usage instrumental des outils mêmes de la démocratie libérale :

« L'objectif est la transformation des systèmes démocratiques par des moyens légaux, c'est-à-dire non pas la confrontation ouverte et violente, mais l'érosion insidieuse. »

- p. 20

Et encore :

« L'influence s'exerce principalement par des moyens légaux, socialement acceptables et s'inscrivant dans le long terme, et utilise l'ouverture démocratique, l'État de droit et la liberté d'expression comme leviers opérationnels. »

- p. 22

Cette formulation présente un intérêt opérationnel pour quiconque cherche à comprendre le frérisme : elle déplace l'alternative habituelle entre « interdiction » et « tolérance » vers un troisième terme - la résilience démocratique - qui reconnaît la légalité des actes isolés tout en identifiant la stratégie cumulative qu'ils servent. Reste à savoir comment cette résilience peut être traduite dans des dispositifs de droit positif sans entamer les libertés publiques - question que l'ouvrage n'aborde pas frontalement.

6.3. La dimension étatique du soutien : Qatar, Koweït, Turquie

En intégrant les soutiens étatiques (Qatar, Koweït, Turquie via AKP, ATIB, IGMG) dans la structure même de l'acteur hybride, l'ouvrage étend la notion d'hybridité au-delà de l'opposition État / non-État.

7. Conclusion : que faire de cet ouvrage ?

L'ouvrage propose une articulation de trois littératures qui travaillaient jusqu'ici en parallèle : l'analyse socio-idéologique du frérisme (Bergeaud-Blackler, Vidino, Manea), la littérature sur les stratégies internes du mouvement (Adlouni, Qaradawi, documents stratégiques) et la littérature sur les conflits hybrides (Giannopoulos et al., Schmid, Lenczowski). À ma connaissance, c'est la première tentative européenne de ce type.

L'ouvrage permet de penser simultanément la cohérence doctrinale du projet frériste et son opérationnalité stratégique dans les démocraties européennes - articulation qui faisait défaut à la littérature antérieure. La référence explicite à mon travail (note 8 p. 13, chap. D p. 37, chap. F p. 47, chap. I p. 185, et six autres occurrences dans le chapitre G) inscrit l'ouvrage dans une filiation conceptuelle dont il prolonge l'usage en l'arrimant aux outils des security studies.

Plusieurs chantiers opérationnels peuvent être envisagés à partir de ce cadre :

- Application comparée de la matrice 11 × 5 pour les principaux pays européens (France, Belgique, Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Royaume-Uni, Italie), comme pendant empirique de la grille théorique des auteurs ;
- identifier, pour chaque pays, l'état actuel de la phase (Préparation-Perturbation, Préparation-Influence, Déstabilisation) et les indicateurs de transition ;
- articuler ce diagnostic à la « détection stratégique précoce » appelée par les auteurs (p. 23), en proposant à la recherche, à la société civile et aux institutions publiques un cadre d'analyse commun aux différents États membres ;

Le diagnostic le plus lourd de conséquences, pour la France, est celui formulé au chapitre M : la France aurait déjà, dans plusieurs domaines d'action, « largement franchi » le seuil de la phase de déstabilisation (p. 217). L'Autriche, qui atteint seulement ce seuil, dispose pourtant depuis 2020 d'un DPI (Dokumentationsstelle Politischer Islam) rattaché à l'Office fédéral de l'intégration, d'un programme gouvernemental 2025-2029 explicite sur l'extrémisme religieux, d'interdictions ciblées (voile intégral, voile scolaire avant 14 ans en 2025). La France, qui serait plus avancée dans l'escalade, ne dispose d'aucun de ces dispositifs. Ce déphasage - plus de menace, moins d'outils - est un des enseignements les plus décisifs de l'ouvrage pour la politique publique française.

La place de cet ouvrage dans le corpus de référence des études européennes sur le frérisme et l'islam politique en 2026-2027 est de premier ordre.

Florence Bergeaud-Blackler

Anthropologue, CNRS - CERIF

19 avril 2026